

ARCHITECTURE

ET FRACTURES SOCIALES

Sandrine Schneuwly



2024, Sandrine Schneuwly

Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution (CC BY <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>).

Les contenus provenant de sources externes ne sont pas soumis à la licence CC BY et leur utilisation nécessite l'autorisation de leurs auteurs.

ARCHITECTURE ET FRACTURES SOCIALES

Sandrine Schneuwly
Master Architecture

Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
Professeur responsable de l'énoncé : Yves Pedrazzini
Directeur pédagogique : Anja Fröhlich
Maître EPFL : Tiago André Pratas Borges

Remerciements:

Je tiens à remercier Yves Pedrazzini, Anja Fröhlich et Tiago André Pratas Borges qui m'ont orienté durant mon travail.

TABLES DES MATIÈRES

Avant-Propos	11
Introduction	15
Violence urbaines : un problème de classes sociale	19
La violence de l'architecture	23
Du sentiment d'insécurité à la fortification	29
Ségrégation par conception du bâti	35
Ségrégation des classes	39
Le pourvoir politique de l'architecture.	41
Un architecte complice ?	51
Vers une architecture inclusive	53
Conclusion	59



Fig. 1.

Avant-Propos

Ce travail émerge d'une volonté personnelle de recherche de sens et d'engagement en tant que futur architecte. Mes interrogations initiales, nées lors de divers voyages à Bogotá, se sont focalisées sur les murs d'enceinte, autour de complexes de logement, visant à apporter une protection. Je me suis retrouvée confronter à des murs imposants qui cerclent des logements, répondant avec sévérité à la criminalité et à l'insécurité. Ces ensembles fortifiés et les dispositifs de sécurité sont souvent réservés aux classes sociales supérieures. Les barrières renforcent incontestablement les fractures sociales. La surveillance omniprésente, les contrôles sévères et les politiques répressives dressent un tableau troublant de ces espaces.

Ces communautés fermées, appelés « gated-communities » métamorphosent les zones résidentielles en forteresses, établissant des barrières tant physiques que sociales. Ainsi, l'architecte détient le pouvoir de façonner ces divisions entre les classes sociales.

Lors de promenade dans les rues de Bogotá, j'ai observé diverses fortifications des habitations. De véritables remparts violents accompagnent les passants, ces murs adoptent diverses formes, certains étant équipés d'installations agressives telles que des pics, du barbelé, etc. Ces conceptions de murs se retrouvent partout dans les rues de Bogotá, illustrant que l'architecture peut revêtir un aspect violent

Ces observations marquent le commencement de mes aspirations à explorer cette thématique dans mes interrogations. Comment

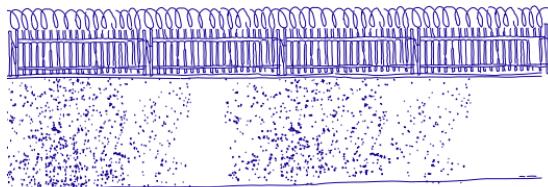


Fig. 2.

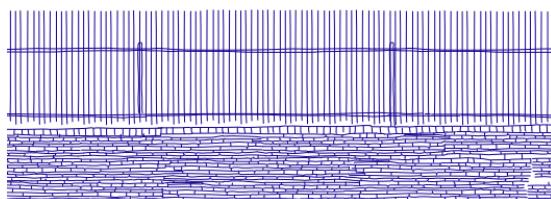


Fig. 3.

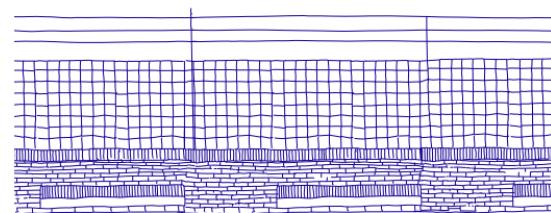


Fig. 4.

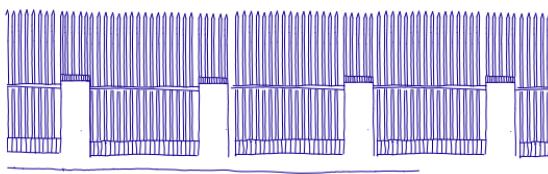


Fig. 5.

L'architecture peut-elle contribuer à un monde plus inclusif et équitable ? Dans quelle mesure peut-elle, consciemment ou non, perpétuer les inégalités ?

Le but de mon travail est d'examiner comment l'architecture peut diviser une société. D'un côté, des projets tels que les coopératives et les logements à mixité sociale se développent. De l'autre, j'assiste à l'émergence de complexes résidentiels sécurisés.

Cette fracture se manifeste à travers le tissu urbain. À travers ce travail, je vise à mettre en lumière les preuves de cette architecture ségrégationniste et à comprendre comment les architectes peuvent soit perpétuer, soit contester cette dynamique.

Au cœur de ce travail se trouve une exploration des liens entre architecture, société et pouvoir politique, qui façonnent ensemble nos environnements urbains. Je vise à révéler comment les choix architecturaux influencent notre quotidien, notre perception de l'espace, nos interactions et, par extension, notre expérience de la vie urbaine.

Introduction

L'architecture, bien plus qu'une simple fonction utilitaire, joue un rôle incontestable dans notre quotidien. Elle reflète la culture d'une société et les fondements de ses structures sociales. Toutefois, les perceptions et stratégies en matière d'architecture et d'urbanisme ont considérablement évolué. Ce qui était autrefois perçu comme un moyen de lutter contre la pauvreté et l'insécurité est aujourd'hui souvent vu comme un instrument de ségrégation, renforçant les divisions physiques entre les classes sociales.

Dans les paysages urbains contemporains, la dimension spatiale des inégalités sociales est particulièrement saillante pour les groupes les plus vulnérables. En tenant compte de cette dimension, cette étude vise à mettre en évidence la séparation physique et sociale caractéristique de nos villes contemporaines, tout en explorant les possibilités d'amélioration du logement social.

Ce travail explore également la dimension symbolique des objets architecturaux qui divise. Ces derniers, déployés stratégiquement en tant que frontières, régulent l'accès à certaines zones ou quartiers pour certains groupes, jouant un rôle à la fois physique et symbolique. À travers cette étude, je cherche à comprendre comment l'architecture et l'urbanisme peuvent être réorientés pour favoriser une intégration sociale plus inclusive, réduisant la séparation entre différents groupes sociaux. Mon étude se penche sur les dynamiques complexes entre l'architecture, la société, et le pouvoir politique. Elle explore comment l'architecture peut façonner nos expériences de la vie urbaine et comment les choix architecturaux influencent notre quotidien, notre perception de l'espace, et nos interactions sociales.

Je m'intéresse donc à un type d'architecture violente ou plus discrète qui fracture notre société, dans un contexte lausannois.

C'est en observant depuis rue que nous pouvons mieux comprendre la dualité de l'architecture en tant que source de contrainte ou de liberté, révélant ainsi son rôle dans la formation des dynamiques sociales et culturelles de la ville.¹ En Colombie, ces tensions se traduisent par la construction de structures physiques pour se protéger, tandis qu'en Suisse, elles appellent à une réflexion sur les politiques sociales et urbaines.² En Colombie, les enceintes et les quartiers fortifiés se dressent comme des symboles des luttes et des inégalités, tandis qu'en Suisse, la tranquillité apparente cache peut-être des tensions moins visibles mais tout aussi réelles.

Je veux soulever les questions fondamentales sur l'avenir de nos villes. Interroger la manière dont nous prenons les choix pour maintenir l'ordre et la sécurité, et le prix à payer pour ces mesures. C'est une réflexion sur le rôle de l'architecture et de l'urbanisme dans la formation de notre expérience urbaine, et sur la manière dont ces décisions façonnent non seulement nos villes, mais aussi notre vie en société.

Aussi dans un but de questionner le rôle de l'architecture dans la création de séparations socio-économiques et son potentiel en tant qu'instrument de lutte contre les inégalités.³

C'est dans les rues, principale espace de recherche, que l'architecture se transforme en vecteur de violence, où la perception et l'utilisation définissent sa nature hostile. Ainsi, la rue, en tant qu'espace d'interaction sociale, s'impose comme le premier point d'observation, le lieu à partir duquel nous percevons et interagissons avec notre environnement. C'est dans cet espace que les impacts de l'architecture sur la vie quotidienne deviennent les plus visibles, où chaque bâtiment, chaque espace peut devenir un symbole de l'expérience collective de la ville. C'est ici que se révèlent les choix

1 Lambert, 95–99.

2 Annie Collovald, "Des désordres sociaux à la violence urbaine," *Actes de la recherche en sciences sociales* 136–137, no. 1–2 (2001): 104, <https://doi.org/10.3917/arss.136.0104>.

3 Léopold Lambert, *Topie Impitoyable: The Corporeal Politics of the Cloth, the Wall, and the Street*, 95–99, accessed December 25, 2023, <http://gen.lib.rus.ec/book/index.php?md5=C020F301C1C895061603936F574F9598>.

architecturaux, influençant directement comment les individus se rencontrent, interagissent et vivent la ville. La rue devient alors un reflet de la manière dont l'architecture et l'urbanisme façonnent nos sociétés, révélant les tensions et les harmonies de l'espace urbain.

Les violences urbaines :

Un problème de classes sociales

Pour comprendre le rôle de l'architecture dans son implication dans les divisions sociales, il est important de comprendre les éléments déclencheurs qui ont poussé à la construction de bâtiments sécurisés. Le premier élément déclencheur est la violence urbaine.

«VIOLENCE URBAINE» ET

«INCIVILITÉS» : DEUX TERMES FUMEUX

La «violence» est une notion difficile à définir, car elle renvoie à une série de phénomènes sociaux disparates (agressivité, déviance sociale, criminalité, etc.), qui ont toutefois en commun l'idée de rupture de l'ordre des choses, de subversion de la norme. La définition de la violence est dès lors toujours relative, comme chaque société a son propre référentiel dont dépend la frontière entre ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas.⁴

La violence urbaine est le reflet d'un désordre social plus profond, enraciné dans des facteurs économiques et sociaux et ne définit pas seulement des actes de brutalité.⁵ Elle se manifeste sous diverses formes, allant des actes de délinquance mineurs aux conflits importants, mettant en évidence les divisions qui existent dans notre société.

⁴ Observatoire Universitaire de la Ville et du Développement Durable. «No 12-2005 Projet IRIS.» Février 2005, Université de Lausanne, 3.

⁵ Marie Beschon, "La violence de la fabrique de la ville," Carnets d'Ae géographes, no. 16 (February 13, 2022), <https://doi.org/10.4000/cdg.7845>.

La violence urbaine est souvent l'expression visible d'un malaise plus profond. Elle est le symptôme d'inégalités, de frustrations et de luttes invisibles, qui se manifestent parfois de manière explosive.⁶ La tension est alimentée par la mondialisation et les disparités spatiales et sociales, qui sont aggravées par les problèmes d'immigration, de marginalisation et de pauvreté⁷. Les violences urbaines témoignent donc des luttes des classes les plus précaires et sont le symptôme d'inégalités et de frustrations.⁸

En Suisse, les manifestations de violence urbaine sont moins fréquentes que d'autre pays et les structures sociales semblent plus diffusent. Pourtant, sous la surface de cette tranquillité apparente, des questions similaires se posent.⁹ Pourtant, malgré des différences d'intensité de violences urbaines : la Suisse fait aussi face à des dynamiques similaires – une fracture des liens sociaux.¹⁰

Autrefois, les villes étaient construites avec des fortifications pour se protéger des ennemis venant de l'extérieur. Aujourd'hui, l'attention s'est déplacée vers la protection contre une menace différente : Le citoyen ordinaire.

Ces éléments, bien que plus discrets, révèlent une bataille entre les réalités : celle d'une ville vibrante, dynamique, telle qu'elle est promue dans les brochures immobilières, et celle d'une ville qui cherche à contrôler et à modérer le comportement de ses habitants.¹¹

6 Yves Pedrazzini La violence des villes, Enjeux Planète 9 (Paris: Ed. de l'Atelier, 2005), 18.

7 Pedrazzini and Pedrazzini, 18.

8 Charlotte Boistreau, ed., Construire Le Vivre-Ensemble: Aménagement Urbain et Politiques de Sécurité = Building Communities: Urban Planning and Security Policies, 2006, 55.

9 Collovald, "Des désordres sociaux à la violence urbaine," 104.

10 Collovald, 104.

11 "Handbook of Tyranny," Lars Müller Publishers, 84, accessed January 13, 2024,
<https://www.lars-mueller-publishers.com/handbook-tyranny-0.2024>,

Les mesures préventives mises en place souvent demandées par le public, soulèvent la question de savoir si nous sommes prêts à échanger notre sentiment de liberté pour un sentiment accru de sécurité.¹² Les infrastructures deviennent de plus en plus sophistiquées et invisibles, menant à un avenir où les villes pourraient être encore plus contrôlées et régulées. Sommes-nous prêts à sacrifier certains aspects de notre liberté et de notre spontanéité en échange d'une sécurité accrue ?¹³

12 "Handbook of Tyranny," Lars Müller Publishers, 84, accessed January 13, 2024, <http://www.lars-mueller-publishers.com/handbook-tyranny-0.2024>,

13 "Handbook of Tyranny," Lars Müller Publishers, 84, accessed January 13, 2024, <https://www.lars-mueller-publishers.com/handbook-tyranny-0.2024>,

La violence de l'architecture

J'aborde le concept d'architecture violente, de manière un peu abrupte, mais c'est pour mieux cerner le genre d'architecture que je souhaite dénoncer. Pour clarifier mes propos, je vais commencer par définir ce qu'est une « architecture violente », en prenant la définition de Bernard Tschumi.

Les constructions servant à définir qui est accepté dans certains espaces et qui ne l'est pas peuvent représenter une architecture violente, servant à exclure des groupes de personnes non-souhaitées. Cette notion d'architecture violente m'intéresse particulièrement car elle révèle la manière dont l'espace physique peut être utilisé comme un outil de ségrégation et de contrôle social. Les différents groupes sociaux peuvent être séparés visuellement mais invisiblement par des murs, des barrières et même par l'organisation des rues et des quartiers. Ces édifices et installations ne se limitent pas à diviser l'espace ; ils incarnent une forme de violence en distinguant ce qui est propre à un endroit et ce qui est étranger, créant ainsi une manifestation physique des divisions sociales. Cette violence n'est pas toujours visible, mais elle est ressentie par ceux qui entrent en contact et sont limités par ces barrières.

«Il n'y a pas d'architecture sans action, pas d'architecture sans événements, pas d'architecture sans programme. Par extension, il n'y a pas d'architecture sans violence.» - Bernard Tschumi¹⁴

14

Bernard Tschumi, "5.3 'Violence of Architecture,'" in 5.3 "Violence of Architecture" (Edinburgh University Press, 2001), 229–34, <https://doi.org/10.1515/9781474470919-027>.

Selon Bernard Tschumi, architecte suisse, l'architecture possède une nature violente. Cette interprétation m'interpelle, car elle envisage l'architecture à travers ses interactions avec le corps et les sens. Bernard Tschumi soutient que l'architecture ne se limite pas à la simple construction de structures ; elle englobe également les interactions, les actions et les événements qui se déroulent au sein de ces espaces, étant étroitement liée à l'expérience vécue par ses utilisateurs. L'architecture, selon lui, façonne et encadre ces expériences. La « violence », dans ce contexte, ne se réfère pas forcément à une brutalité physique, mais plutôt à une intensité caractérisant l'interaction entre les individus et leur environnement architectural. Lorsqu'une personne pénètre dans un espace, ouvre une porte ou traverse un couloir, elle perturbe l'ordre établi du lieu, exerçant une forme de violence. De même, les structures architecturales imposent une violence en limitant ou influençant les mouvements et interactions humaines. Par des moyens tels que des couloirs étroits, des barrières ou des dispositifs de sécurité, l'architecture impose son ordre et sa logique au corps.

L'architecture détient donc un pouvoir sur les corps, façonnant non seulement nos mouvements mais aussi notre perception de l'espace et notre place au sein de celui-ci. Les architectes, consciemment ou non, dessinent des projets qui impactent profondément les individus. Le pouvoir violent de l'architecture relève de la responsabilité de l'architecte.

La violence architecturale peut également se manifester dans la conception des bâtiments eux-mêmes. Une architecture hostile, conçue pour exclure ou dissuader certaines personnes d'entrer dans un espace, peut utiliser des pointes en métal sur les rebords de fenêtres pour empêcher les sans-abri de s'y abriter.

L'architecture peut être perçue comme violente, également matière de planification urbaine. Les décisions concernant la construction de quartiers, la répartition des ressources, et l'accès aux espaces publics peuvent avoir un impact significatif, surtout sur les personnes les plus vulnérables. Cependant, l'architecture ne doit pas être vue uniquement comme un vecteur de contrôle ou de ségrégation. Elle a aussi le potentiel de créer des espaces inclusifs, de

favoriser la cohésion sociale et de contester les structures de pouvoir existantes.¹⁵

En Suisse, comme ailleurs, l'architecture façonne le paysage de manière significative. Comprendre ces espaces et les souffrances qu'ils peuvent engendrer est crucial pour saisir comment l'architecture influence notre relation à l'espace et à notre propre corps. L'architecture, avec son pouvoir sur les corps, a donc une responsabilité, non seulement en établissant qui est inclus ou exclu, mais aussi en façonnant la planification urbaine qui sépare et isole les populations selon leur statut socio-économique.¹⁶

Cette forme de violence, bien qu'insidieuse et souvent imperceptible, est profondément ressentie par ceux qui se heurtent à ces frontières physiques. L'architecture, dans son expression de violence, est fréquemment associée à la symbolique. Elle possède la capacité d'engendrer des sentiments d'isolement ou de division. Cette communication se fait même à travers des éléments subtils, comme une haie banale, envoyant un message puissant d'exclusion sans nécessiter d'interaction directe. L'intensité de ce message peut s'accroître avec l'ajout de dispositifs tels que des panneaux de mise en garde, des clôtures garnies de pointes, et autres aménagements délimitant clairement un espace.

Ces éléments reflètent et influencent les dynamiques de pouvoir à l'échelle sociale, politique et économique. Ils doivent être compris comme des entités variées, dépendantes du contexte et fonctionnant davantage comme des intersections complexes de différents courants, plutôt que de simples frontières territoriales ou sociales.¹⁷

15 Lambert, Topie Impitoyable, 95–99.

16 Tschumi, Bernard. "5.3 'Violence of Architecture'". Deconstruction: A Reader, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2001, pp. 229–234. <https://doi.org/10.1515/9781474470919-027>

17 Lambert, Topie Impitoyable, 95–99.

Une architecture peut se révéler violente non seulement par sa forme ou son emplacement mais également par la manière dont elle est utilisée. Par exemple, un bâtiment conçu pour séparer ou exclure certaines populations révèle une forme de violence dans son usage même.

Henri Lefebvre définit ainsi que l'cest usage des espaces et la relation directe qu'entretiennent les individus avec larchitecture qui sont les principaux vecteurs définissant la violence ou la douceur de larchitecture. Cest à travers ces interactions que l'on découvre si un projet architectural a été bien pensé ou non. Larchitecture n'est pas seulement une question de formes et de structures, mais aussi une question dusage et de relation.¹⁸

Un bâtiment, un trottoir, une rue, un parc, ou même une place publique ne sont pas simplement des éléments physiques ; ils sont des lieux de vie, de rencontre et d'échange. Larchitecture peut encourager ou décourager certaines activités et interactions, façonnant l'expérience quotidienne des gens dans la ville.¹⁹

Donc c'est aussi l'utilisation des espaces définit la violence dans un projet architectural.²⁰

18 Maïté Clavel, "Henri Lefebvre : une pensée critique de l'espace conçu et aménagé," in Aménagement du territoire : Changement de temps, changement d'espace, ed. Armand Frémont, Sylvain Allemand, and Édith Heurgon, Symposia (Caen: Presses universitaires de Caen, 2008), 171–79, <https://doi.org/10.4000/books.puc.10401>.

19 Clavel.

20 Clavel.



Fig. 6.

Silence, on érigé des murs

A l'instar des quartiers aisés sud-américains, isolés des bidonvilles par des barrières, le canton de Vaud héberge deux lotissements ultrasécurisés. Federico Schiffrin évoquera ces cas lors d'une journée des docteurs prévue dans le colloque.

pplementaires pour engager une transition énergétique concertée. La Confédération, les cantons et les communes y traillent sérieusement.

i «ville durable» est-elle vraiment plus un outil rhétorique?

existe certes un «urbanisme durable» disertif. Mais je pense qu'en Suisse les actions vont au-delà. Signataire de la convention de Rio, elle est le premier pays à avoir introduit le principe de développement durable dans la Constitution fédérale. Depuis 1997, le conseil fédéral présente ses intentions politiques dans une stratégie nationale. La mise en œuvre de ces mesures est du ressort des cantons et des communes, qui sont aussi tenus d'appliquer les principes du développement durable dans leurs propres planifications, via politiques d'agglomération, par exemple, répondant à cette injonction de maîtriser l'étalement urbain, d'articuler étroitement les politiques d'habitat et des transports de manière à réduire les impacts environnementaux de l'urbanisation. L'idée de la ville durable passe ainsi progressivement des tentations aux actes.

e quelle manière les communes suisses tiennent-elles?

Le label Cité de l'énergie a été décerné à de nombreuses communes ayant apporté preuve qu'elles menaient une politique énergétique durable et efficace dans différents domaines: mobilité, maîtrise des nissions polluantes, aménagement, etc. Ces projets plus globaux sont par ailleurs en œuvre dans un grand nombre de villes: le secteur de Malley à Lausanne, Villy et Renens, le quartier des Plaines-Loup aussi à Lausanne, le quartier Buliger à Zurich, le quartier de la Jonction à Genève ou encore celui de Dreipitz à Bâle. Ils constituent autant d'exemples de projets inondant la ville qui vient.



www.unil.ch/aperau

«Gated communities». Ce sont des quartiers résidentiels hautement sécurisés, séparés du reste du monde par des murs et des caméras de surveillance, et dont les habitants fortunés vivent en parfaite autarcie. On les trouve sur la côte Ouest des Etats-Unis, en Amérique latine, en France. Mais aussi dans le canton de Vaud, où deux quartiers fondés sur ce modèle ont éclaté en 2004 et 2005.

La petite commune de Prilly, près de Lausanne, abrite ainsi trois immeubles, soit trente-trois appartements, cachés derrière un portail électrique et des caméras de surveillance. À l'intérieur, une piscine et une salle de gymnastique réservées aux copropriétaires. La deuxième enclave du genre, composée d'une vingtaine de villas, gardée par une muraille et un agent de sécurité, trône à Saint-Léger, près de Vevey. «La grande partie des habitants travaillent pour des multinationales et sont expatriés. Contrairement à ce qu'on voit aux Etats-Unis, ils ne vivent pas en isolement complet. Ils sortent pour travailler, faire leurs courses ou aller chercher leurs enfants à l'école. Mais ces déplacements semblent se pratiquer à l'intérieur de réseaux sécuritaires: quartier sécurisé, supermarchés en périphérie, écoles privées», constate Federico Schiffrin, dont la thèse, en cours, porte sur les deux lotissements vaudois. Le docteur intervient lors du colloque «Penser et produire la ville au XXI^e siècle», du 6 au 7 juin 2012.

Des quartiers sécuritaires dans l'une des régions les plus sûres du monde? L'argument, porté par les promoteurs immobiliers, laisse perplexe. Mais Federico Schiffrin n'exclut pas qu'il ait pu convaincre les acheteurs. «Le sentiment d'insécurité est indépendant du taux de criminalité effectif. Or, ces dernières années, ce sentiment est nourri par les discours médiatiques et politiques», soutient le docteur. Dans sa thèse, il cherche à savoir si la peur du crime prévaut chez les copro-



Federico Schiffrin analyse deux quartiers ultrasécurisés qui ont émergé dans le canton de Vaud, à Prilly et Saint-Léger. F. Imhof/FOONL

priétaires. Il se penche aussi sur les conséquences de ces zones exclusives. Avec une hypothèse forte: «Ce type d'aménagement semble inefficace pour faire baisser le sentiment d'insécurité. Vues de l'extérieur, les murailles pourraient au contraire créer une sensation de danger.» D'autant plus que ces «gated communities» reposent sur un autre pilier exclusif: le désir de vivre «entre soi».

En pays de Vaud, certains députés, comme le vert Philippe Martinet, dénoncent le phénomène, arguant qu'il menace la mixité sociale, pourtant prônée par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. Les autorités des communes concernées préfèrent, elles, voir le verre à moitié plein. «Elles estiment que ces zones ne créent pas de ségrégation spatiale, car elles concernent seulement quelques dizaines de familles. Elles saluent les bénéfices fiscaux, puisque ces quartiers sont aménagés par plusieurs gros contribuables.»

A l'échelle de la Suisse, il est difficile d'évaluer si les «gated communities» prennent de l'ampleur. «Il n'existe pas de cadre légal permettant de les définir et donc de les comptabiliser, contrairement aux Etats-Unis», précise le chercheur. Les interpellations parlementaires demandant des études sur ces espaces bunkérés n'ont pas trouvé d'écho au sein du Conseil fédéral. Pour les chercheurs, en revanche, de telles zones ultrasécurisées vont à l'encontre d'un paradigme qui monte: l'urbanisme socialement durable, défenseur de la mixité sociale.

Fig. 7.

De l'insécurité urbaine à la fortification sociale

L'une de ses conséquences les plus directes et concrètes des violences urbaines est le sentiment d'insécurité qui s'infiltra dans le quotidien.

Le sentiment d'insécurité grandissant, reflète un phénomène mondial qui affecte les villes contemporaines partout dans le monde.²¹ Lausanne, une ville animée de vie et d'échanges, est confrontée à une forte crainte qui pourrait se manifester par des modifications significatives de son architecture et de son urbanisme, tout comme dans d'autres villes du monde entier. Les classes vulnérables sont considérées comme une menace, alimentant le désir de construire et d'ériger des installations pour restreindre l'accès à certains endroits.²²

Dans un contexte où il y a des menaces à la fois perçues et réelles, la peur est devenue un élément décisif de l'urbanisme moderne. Malgré l'image habituelle de calme et de réussite, cette dynamique se manifeste en Suisse. Les choix architecturaux et urbanistiques sont profondément influencés par la peur, qui favorise l'isolement et la défense plutôt que l'ouverture et l'interaction.

Cette quête de sécurité a donné naissance à de nouvelles constructions qui divisent. Bien que la paranoïa urbaine ne soit pas aussi intense qu'ailleurs, à Lausanne, tout comme dans d'autres villes de Suisse, l'émergence de quartiers sécurisés est devenue emblématique de cette tendance. Ces séparations se matérialisent en une ségrégation spatiale et sociale, créant une division nette entre «eux» et «nous», entre ceux à l'intérieur des barrières sécuri-

21 Luca Pattaroni and Yves Pedrazzini, "Délinquance, Insécurité et Ségrégation l'urbanisme de La Peur Ou l'insoutenable Développement Des Villes," 1.

22 Yves Pedrazzini, ed., "Fragmentation Sécuritaire et Urbanisme de La Peur: Notes Sur Les Nouvelles Guerres de Sécession," URBIA - Les Cahiers Du Développement Durable, 2012, 19.

sées et ceux à l'extérieur.²³

L'installation de barrières devant des bâtiments et l'omniprésence des caméras de surveillance ne font qu'accroître cette atmosphère de méfiance. Elle influence néanmoins la conception des espaces urbains. Dans les milieux urbains, les logements sécurisés représentent plus qu'une simple réponse à la peur individuelle ; ils incarnent une stratégie sociale qui fragmente la ville en fonction des différentes classes sociales. Ces espaces, symboles de séparation socio-économique, reflètent une société de plus en plus divisée où l'espace est scindé entre ceux à l'intérieur des barrières et ceux à l'extérieur. L'influence de la peur sur l'urbanisme s'étend aux centres-villes, où la conception urbaine commence à refléter une mentalité de forteresse, avec une augmentation des caméras de surveillance et des bâtiments conçus avec une préoccupation croissante pour la sécurité. Cette architecture de la peur crée une atmosphère de suspicion et d'isolation, érodant le tissu social et creusant le fossé des inégalités

La ville devient alors un espace de questionnement sur l'appartenance et l'autorisation de passage. D'un côté, il y a la volonté d'assurer la sécurité et la tranquillité des résidents, mais de l'autre, cette approche renforce la séparation sociale.

La vie dans ces espaces hautement sécurisés a un impact psychosocial profond. Les individus peuvent se sentir plus en sécurité, mais souvent au prix d'un sentiment d'isolement et d'une diminution des interactions sociales, ce qui renforce les stéréotypes et les préjugés et contribue à une société plus fragmentée. Ainsi, face à ces dynamiques, le défi pour la Suisse, comme pour d'autres nations, est de repenser l'architecture et l'urbanisme non pas comme des instruments de division, mais comme des moyens de promouvoir une société plus ouverte, équitable et connectée.

Les questions sur la mise en place de systèmes de sécurité dans les habitations urbaines sont légitimes. Ces dispositifs amènent à réfléchir à qui a le droit d'accéder à l'espace urbain et qui le possède. Alors qu'il y a une volonté d'assurer la sécurité et la tranquillité des résidents, cette approche peut également aggraver la



Fig. 8.

division sociale.

Ces constructions servant à définir qui est accepté dans certains espaces et qui ne l'est pas peuvent représenter une architecture violente, servant à exclure des groupes de personnes non-souhaitées. Cette notion d'architecture violente m'intéresse particulièrement car elle révèle la manière dont l'espace physique peut être utilisé comme un outil de ségrégation et de contrôle social. Les murs, les barrières, et même l'agencement des rues et des quartiers peuvent créer des divisions invisibles mais palpables entre les différents groupes sociaux.

L'impact de ces structures sur le tissu urbain et sur la vie des individus est considérable. Elles déterminent non seulement où les gens peuvent aller, mais aussi comment ils sont perçus et traités par la société.



Fig. 9.

Je vais illustrer mes propos avec l'exemple du Sleep-in, un centre d'hébergement d'urgence. Malgré sa réticence, cet établissement a dû se résoudre à ériger des barricades, sous prétexte de renforcer la sécurité face à l'afflux de migrants. Le jardin du Sleep-in a été transformé en un camping sauvage par des migrants. La réaction des autorités a été de poser une barrière de 2 mètres de haut autour de ce jardin, dans le but de délimiter la propriété privée et d'appliquer le règlement de police. Cette mesure a été interprétée par certains comme une manière de cacher les problèmes plutôt que de les résoudre.

Les responsables du Sleep-in, une association recevant des subventions de la Ville de Lausanne et de l'État de Vaud, expriment leur mécontentement. Ils sont préoccupés par la transformation de leur établissement d'accueil en un espace qui ressemble davantage à un lieu de détention. Cette transformation est justifiée par la volonté de sécuriser le Sleep-in contre l'arrivée de migrants, mais la mise en place de barrières soulève des questions complexes sur les plans social et spatial. Ces barrières, bien que destinées à protéger la propriété et à garantir la sécurité, montrent comment l'architecture et l'urbanisme peuvent servir à restreindre l'accès des populations marginalisées.

Cette mesure montre les difficultés liées à la cohabitation de divers groupes sociaux dans des espaces urbains limités, questionnant l'efficacité des solutions physiques face aux problèmes sociaux et leur impact sur l'identité et le sentiment d'appartenance des individus.²⁴ C'est dispositif de sécurité sont des manifestations de rapport sociaux, il y a ceux qui sont à l'intérieur et ceux à l'extérieur. Ironiquement, Ces installations servent de remparts contre ceux considérés comme indésirables, souvent les plus démunis. Le «comportement indésirable» devient prétexte à des stratégies de design urbain subtiles, visant à orienter discrètement l'usage de l'espace public.

Les mesures préventives représentent souvent la seule alternative pour éviter des comportements non criminels, mais jugés inappropriés. Ainsi se joue une bataille de perceptions où la société désire éviter de voir la précarité, tout en aspirant à maintenir l'image d'une

ville ouverte et accueillante. Les initiés et les exclus : La distinction entre les initiés et les exclus est imposée par l'architecture grâce aux murs, qui rappellent physiquement la place de chacun dans la société. Le choix de conception n'est pas neutre, mais constitue un acte délibéré qui perpétue l'inégalité et la ségrégation. En comprenant cette dynamique, on peut commencer à considérer l'architecture comme un participant actif à la structuration de la société plutôt que comme une toile de fond passive.²⁵

Dans cette situation, plus les éléments de protection sont discrets, mieux c'est. Les autorités municipales les déplacent souvent en réponse à une demande populaire, façonnant la ville en un bastion moderne propre et ordonné. Si ces mesures peuvent statistiquement améliorer le sentiment de sécurité, elles soulèvent la question de savoir si nous sommes prêts à troquer un sentiment de sécurité contre notre liberté.

Ségrégation par conception du bâtis

La ségrégation se définit selon des rapport de force des classe, sous deux formes distinctes : la ségrégation choisie et celle subie, un phénomène qui se retrouve également dans le contexte de la mixité sociale.²⁶

L'architecture et l'urbanisme sont plus que de simples témoins, car ils ont un impact significatif et actif sur la structure des sociétés ainsi que sur la perpétuation de la discrimination et de la ségrégation. Un rapport de domination de classe sociale reflète la ségrégation socio-spatiale, qui est définie comme une répartition inégale des groupes dans une ville. La rentabilité foncière et les choix de logement, qui sont largement déterminés par les ressources financières des individus, ont souvent un impact sur cette répartition. En Suisse, la ségrégation spatiale n'est pas aussi évidente qu'ailleurs, mais il existe des disparités socio-économiques entre les zones urbaines.²⁷

Le logement en Suisse est souvent perçu moins comme une responsabilité communale ou de la confédération mais plutôt comme une question de choix individuel, influencé par des facteurs économiques. Cette approche conduit à une ségrégation socio-économique où les habitants aux revenus élevés choisissent leur logement en fonction des différences fiscales, tandis que ceux aux revenus plus faibles se retrouvent avec des choix limités.

En parallèle, des projets de bâtiments sociaux sont souvent concentrés dans certaines zones urbaines, accueillant des populations ayant une position socio-économique moins favorable.

La ségrégation et la mixité sociale se manifestent sous diverses

26 Masson, 5.

27 Schindler, "Architectural Exclusion," 1950.

formes dans le paysage complexe de nos villes. Dans certains quartiers, on observe une ségrégation volontaire, surtout parmi les classes moyennes et les groupes privilégiés, qui s'éloignent délibérément des autres couches de la société. « les véritables ghettos ne sont pas ceux des pauvres, mais des riches. Il décrit une «ghettoïsation venant d'en haut». Cette tendance renforce la barrière, tant matérielle que symbolique, entre les différentes strates sociales. »²⁸

La distinction entre ségrégation spatiale et sociale devient alors évidente. Les populations des grands ensembles urbains en sont un exemple flagrant. Contrairement aux intentions des architectes et urbanistes, la mixité spatiale ne garantit pas la mixité sociale.

28 Maurice Blanc and Jutta Guhl, "Ségrégation résidentielle et mixité sociale dans les quartiers pauvres et stigmatisés en Allemagne, France et Suisse," Pensée plurielle 50, no. 2 (2019): 161, <https://doi.org/10.3917/pp.050.0153>.

Tableau 1. Types de ségrégation et leurs différents concepts

Concept	Description de l'article	L'auteur
Ségrégation	"La ségrégation est considérée comme un processus social qui se traduit par la séparation de certains individus ou groupes sociaux qui sont tenus à l'écart, avec peu ou pas d'interaction avec le reste de la société ou d'autres groupes sociaux".	(Roitman, 2004:11)
Ségrégation résidentielle *	"Cela implique que les personnes ayant des niveaux socio-économiques similaires ont tendance à ne partager les espaces qu'avec des personnes de même statut, ce qui affecte la structure des actifs et des opportunités des classes inférieures, génère des stigmates territoriaux et conditionne l'efficacité des politiques d'inclusion ***.	(UN-HABITAT, 2014:110)
Ségrégation résidentielle *	"La ségrégation spatiale est "le degré de proximité spatiale ou d'agglomération territoriale des ménages appartenant au même groupe social, qu'il soit défini comme ethnique ou non, l'âge, les préférences religieuses ou socio-économiques, entre autres possibilités".	(Sabatini, Cáceres & Cerdá, 2001:5)
Ségrégation spatiale	"Le processus de ségrégation sociale est considéré comme le résultat du fonctionnement du système capitaliste où les relations sociales sont basées sur la distribution différentielle du pouvoir et des ressources.	(Roitman, 2004:12)
Ségrégation sociale	"La ségrégation sociale urbaine peut être comprise comme la séparation spatiale de différents groupes sociaux dans une ville ou une zone géographique en fonction des différences d'éthnicité, de religion, de revenus, etc. Il est ainsi possible de visualiser dans une ville les différents quartiers où chaque groupe social a son propre espace déterminé ³ " .	(Roitman, 2003:9)
Ségrégation sociale/urbaine		

Fig. 10.

Au cœur de cette problématique, nous trouvons les quartiers plus défavorisés, où les classes moyennes et les groupes privilégiés cherchent à se distinguer.²⁹

La politique du logement, visant à créer une mixité sociale entre classes moyennes et populaires, a souvent échoué à intégrer les extrêmes - les plus pauvres et les plus riches. Les conflits de voisinage en sont une conséquence fréquente, révélant que la proximité spatiale ne se traduit pas nécessairement par des liens sociaux forts.

Les architectes, urbanistes, promoteurs immobiliers et agents continuent de perpétuer l'illusion que la simple cohabitation spatiale suffit à engendrer une réelle mixité sociale. C'est dans ce cadre que se dessinent les contours d'une société où l'espace urbain reflète et façonne les interactions et les divisions sociales

« Une amélioration des conditions de vie dans les quartiers en difficulté exige de donner la priorité à un projet de développement intégré du quartier, avant une mixité sociale plus forte » (Jans, Graff et Leu, 2011, p. 70). Pour réduire progressivement la dépendance spatiale des populations défavorisées et parvenir à une véritable mixité sociale, il est essentiel de développer de bons réseaux de communication entre les quartiers et la ville dans son ensemble ; c'est important du point de vue spatial, mais aussi social (PPU). Dans le développement social urbain, le volet visant l'intégration socioéconomique de la population résidente (la qualification et l'emploi) est essentiel. Son amélioration facilitera une plus grande mixité sociale. Toutefois, la mise en oeuvre de telles mesures est contrainte par le développement macroéconomique. Pour réussir le développement d'un quartier, deux risques doivent être évités: d'abord, la « rénovation de luxe » qui constraint les habitants à déménager en dehors du quartier (risque de la gentrification). Ensuite, une rénovation au rabais, en pensant que c'est bien suffisant pour les pauvres. Ce sont des « politiques hypocrites visant en réalité à éloigner les pauvres, les étrangers et/ou les exclus »³⁰

29 Blanc and Guhl, 161.
30 Blanc and Guhl, 167.

Ségrégations des classes

Dans les grandes villes comme Lausanne, il y a une auto-ségrégation entre les classes privilégiées qui choisissent de vivre dans des zones qui reflètent et renforcent leur statut. Cette tendance n'est pas nouvelle car elle remonte à longtemps et implique que les personnes riches se regroupent dans des endroits symboliques de leur position sociale. Cette concentration de richesse et de pouvoir résulte de choix délibérés visant à préserver certaines valeurs sociales, économiques et culturelles, entraînant une hausse des prix immobiliers et une séparation spatiale croissante entre les classes.³¹

L'auto-ségrégation des classes supérieures a des répercussions profondes sur la cohésion sociale et la structure urbaine, contribuant à une forme de séparation qui limite les interactions et la compréhension mutuelle entre les différentes strates sociales.³² Dans l'ouest lausannois, les quartiers résidentiels se distinguent par leurs maisons individuelles, délimitant clairement la propriété privée avec des barrières, elles aussi reflétant le symbole de propriété privée. Cette spécificité urbaine révèle une séparation socio-économique, où les logements modernes à vocation sociale contrastent avec les demeures plus aisées. Cet agencement reflète une ségrégation entre les classes aisées et les moins favorisées et met en évidence la dynamique de séparation entre les différents milieux sociaux dans la conception de l'espace urbain.

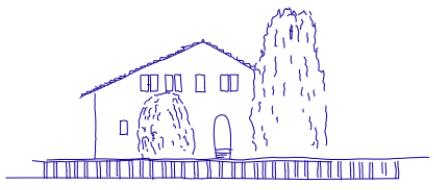


Fig. 11.12

31 Edmond Prêteceille, "La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité," *Sociétés contemporaines* 62, no. 2 (2006): 77, <https://doi.org/10.3917/soco.062.0069>.

32 Prêteceille, 74.

Pourvoir politique de l'architecture

« Le pouvoir politique est intrinsèquement lié à l'architecture. L'architecture est une manifestation formelle de la politique. Les décisions architecturales influencées par la politique redéfinissent à leur tour les relations et les positions politiques. »³³

Ainsi, l'architecture n'est pas seulement un reflet de la politique, mais aussi un acteur qui forme activement les interactions sociales. Elle façonne l'environnement dans lequel les individus vivent, interagissent et se rassemblent, influençant de ce fait les dynamiques de pouvoir et les relations sociales. L'architecture, dans sa conception et son organisation spatiale, peut encourager ou décourager l'interaction, façonner le flux des mouvements et créer des zones qui sont soit inclusives, soit exclusives, agissant ainsi comme un champ de bataille pour les idéologies et les relations. L'architecture devient ainsi un outil essentiel pour délimiter, à la fois physiquement et symboliquement, les limites et les confrontations inhérentes aux interactions sociétales. Sa conception, sa structure et son organisation spatiale - ne sont pas simplement esthétiques ou fonctionnels, mais qu'ils sont profondément imprégnés de signification politique.³⁴

Cette relation étroite entre l'architecture et la politique met en lumière le rôle crucial des architectes et urbanistes dans la formation de notre monde. Leurs décisions ne sont pas seulement des réponses aux besoins fonctionnels ou esthétiques, mais aussi des traces tangibles de les politiques qui façonnent la manière dont nous vivons ensemble en société. L'architecture à le pouvoir d'influencer les normes sociétales, les comportements et la façon dont les gens s'engagent dans leur communauté et dans les systèmes politiques en faisant cela. Il ne s'agit pas seulement de structures physiques,

33 Pier Vittorio Aureli, *The Possibility of an Absolute Architecture*, Writing Architecture Series (Cambridge, Mass: MIT Press, 2011), 33.

34 Aureli, 31.

mais de façonne l'expérience humaine au sein de ces structures.

³⁵ Les intalations de sécurités dont je parle , sont ne sont pas de simples structures physiques, mais de puissants symboles et outils de division et de contrôle. ³⁶

la pensée politique, en la fondant sur la nécessité du jugement et de la distinction, en particulier dans la définition de l'»ami» et de l'»ennemi». Cette distinction me semble important dans la conception des espaces architecturaux. En décident qui ou quoi est inclus ou exclu, qui est ami ou ennemi, l'architecture devient physique, sa matérialité pour devenir une manifestation de l'idéologie politique. Elle est l'expression tangible des limites et des contours de la perception de soi et de l'interaction au sein de la société. Ainsi, l'architecture ne sert pas seulement de toile de fond à l'action politique ; elle devient un acteur actif dans la définition et la compréhension des identités, des conflits et des résolutions politiques.

Les bâtiments et les objets construit ne sont plus que de simples structures, mais également des participants actifs au discours politique, encadrant et étant encadrés par la pluralité humaine et les décisions qui caractérisent le domaine politique.³⁷ La politique décide de l'encadrage des gens.

En reconnaissant et en comprenant le pouvoir inhérent à l'architecture, nous pouvons commencer à envisager des manières de la remodeler pour créer des espaces qui favorisent l'inclusion, la coexistence et la résilience sociale L'architecture, bien plus qu'une simple pratique de construction, se révèle être un instrument crucial pour définir les limites physiques et symboliques au sein de la société. Elle transcende la simple notion de bâtiment pour jouer un rôle déterminant dans la structuration de l'espace social. Chaque décision architecturale, qu'elle concerne la conception, la structure ou l'organisation spatiale d'un bâtiment, est imprégnée de significations politiques profondes. ³⁸

«le politique est une attitude (agir par rapport à quelque chose) ; il consiste en un savoir (savoir qui et quoi contrer) et indique une

³⁵ Aureli, 31–32.

³⁶ Lambert, Topie Impitoyable, 95–99.

³⁷ Aureli, The Possibility of an Absolute Architecture, 31–32.

³⁸ Aureli, 31.

tâche (transformer le conflit en coexistence sans exagérer ou nier les raisons du conflit lui-même).»³⁹

Le pouvoir politique implique une compréhension profonde et une conscience de qui ou de quoi doit être confronté ou soutenu. Tout comme le métier d'architecte qui demande une connaissance pour pouvoir bâtir.

Le développement du tissu bâti, dans ses formes et ses fonctions, n'est pas neutre. Il reflète et renforce des intérêts privés et des valeurs capitaliste, souvent au détriment d'une approche urbaine plus inclusive. L'architecture, crée l'espace physique pour les interactions, laissant une empreinte tangible et stratégique. Elle peut servir à contrôler et à ségréguer, incarnant ainsi des idéologies et des intérêts politiques. Cette idée s'étend aux décisions prises par les architectes et urbanistes, qui, éloignés des réalités des utilisateurs, peuvent parfois transformer la ville en un espace opérationnel, ré-organisé selon les besoins actuels sans tenir compte de l'impact sur les vies quotidiennes des gens. Les architectes jouent un rôle clé dans la hiérarchie sociale, étroitement liée à la notion de propriété et de contrôle.

La politique se reflète par l'architecture et celui-ci s'explique par les choix qui sont souvent pris par des forces qui sont au dessus des architectes.

La politique vise à transformer le conflit en une coexistence viable. Cela ne signifie pas effacer ou nier le conflit, mais le reconnaître et travailler à travers lui pour créer un espace où différentes forces peuvent coexister. L'architecture, dans ce cadre, peut être un outil pour trouver des solutions au conflit, en créant des espaces qui reconnaissent et accueillent les différences culturelles, sociales ou économiques, tout en cherchant à minimiser la friction et la division.

Cette perspective n'est pas seulement une critique des pratiques urbaines contemporaines, mais un appel à l'action pour que les architectes et les urbanistes repensent leur approche de l'espace urbain. En reconnaissant et en embrassant le potentiel de l'archi-

tecture à influencer et à être influencée par les forces politiques et sociétales, ils peuvent créer un paysage urbain plus humain, plus engageant et politiquement plus vivant.⁴⁰

L'espace dans le capitalisme, décrit par Henri Lefebvre, est considéré comme un outil stratégique manipulé par les technocrates et les intérêts privés. Lefebvre critique cet espace comme étant une abstraction, éloignée des réalités sociales et historiques, et dominée par les promoteurs et les banques. Il souligne que cet espace, centré sur le contrôle et la surveillance, favorise la ségrégation et reflète les divisions de la classe ouvrière selon les besoins du marché mondial. Ce concept d'espace instrumental est crucial pour comprendre comment les rapports sociaux capitalistes sont maintenus à travers l'aménagement spatial stratégique

Exemple du rôle de l'architecte dans l'exclusion

Un cas illustrant le lien entre stratégie politique et architecture révèle, d'une part, une aspiration à l'hygiénisme et à la fourniture de logements décents pour les classes les plus vulnérables. Ces habitations sont conçues pour offrir suffisamment d'espace, de la lumière, et du confort. Cependant, leur localisation en périphérie, loin du centre-ville, accentue la ségrégation, car elle isole ces communautés des zones urbaines principales.⁴¹

Le modernisme architectural, avec ses visions utopiques et ses designs révolutionnaires, a souvent échoué à créer des communautés vivables. Il a été critiqué pour avoir conduit à une ségrégation spatiale, où les plus pauvres et les marginalisés se retrouvent relégués dans des zones moins désirables ou mal conçues de la ville. Ces espaces, loin d'être accueillants ou inclusifs, ont souvent amplifié l'isolement et la division au sein des communautés urbaines.⁴²

L'architecture moderne du début du XXe siècle (1920-1965) a été une période de changement significatif, marquée par l'implication des architectes dans le débat public et leur plaidoyer pour des logements sains pour tous. Cette époque représente une rupture notable avec le passé, où les bâtiments ne répondraient pas aux exigences essentielles de salubrité et de dignité. Friedrich Engels, observant les conditions de vie des classes ouvrières en Angleterre au XIXe siècle, avait déjà souligné la misère et l'insalubrité des logements ouvriers.⁴³

41 "Un paysage de la modernité Les Cahiers de l'Ouest | Infolio," 18, accessed January 14, 2024, <https://www.infolio.ch/livre/un-paysage-de-la-modernite-les-cahiers-de-louest/>.

42 "Un paysage de la modernité Les Cahiers de l'Ouest | Infolio," 21.

43 Olivier Masson, "L'architecture moderne à l'épreuve de l'exclusion," n.d., 7.



Fig. 13

Les architectes modernes se sont engagés à transformer radicalement cette situation. Tirant parti des avancées techniques et des évolutions culturelles et sociales, ils ont œuvré pour apporter lumière, air et espaces verts dans chaque habitation, rompant avec les logements sombres et insalubres du passé. Des réalisations comme la Cité Modèle de l'Exposition universelle de Bruxelles en 1958 incarnent cette nouvelle ère. L'architecture moderne s'est démarquée par une révolution des normes résidentielles, visant à offrir des conditions de vie plus saines et une mixité socioprofessionnelle.⁴⁴

Cette approche a aussi, paradoxalement, conduit à de nouvelles formes d'exclusion. Ces bâtiments, malgré leur solidité apparente, se sont avérés peu adaptés sur le long terme, aggravant les conditions de vie précaires de leurs habitants. Les grands ensembles, initialement vus comme des améliorations majeures, sont devenus des symboles de ségrégation spatiale et sociale.⁴⁵

La constitution de l'urbanisme moderne, avec ses immeubles espace et isolés, a renforcé cette séparation.

Dans l'ouest lausannois, on peut apercevoir un déclin d'intérêt dans projet de logement issu du modernisme des projets de logement social au fil du temps.⁴⁶

Ces édifices, malgré le fait qu'ils ne correspondent plus aux standards contemporains et qu'ils subissent parfois des modifications extrêmes, occupent une place essentielle dans le panorama urbain. Ils se dressent comme des marqueurs historiques de l'évolution de la région et possèdent une importance patrimoniale notable, même si certains les critiquent pour leurs caractéristiques architecturales et urbanistiques

44

Masson, 8.

45

Masson, 6.

46

"Un paysage de la modernité Les Cahiers de l'Ouest | Infolio," 21.

Dans le XXe siècle dans l'Ouest lausannois a vu des constructions de complexes résidentiels devenus emblématiques du paysage urbain. Ces structures symbolisent un héritage crucial, marquant un tournant dans le développement de l'architecture moderne. Cette période a été caractérisée par une exploration architecturale innovante, où les architectes, stimulés par de nouveaux matériaux et technologies, ont revisité le concept de logement. Ils visaient à créer des espaces qui étaient à la fois fonctionnels et esthétiquement agréables.

Les grands complexes résidentiels du XXe siècle reflètent une variété de tendances architecturales et urbanistiques. Les ensembles de logements incarnent une réponse distincte aux défis de son époque, que ce soit en termes de design, de matériaux utilisés ou d'intégration dans l'environnement.⁴⁷

Bien que souvent critiqués pour leurs aspects urbanistiques et architecturaux, ils détiennent une valeur patrimoniale incontestable et sont intimement liés à l'histoire et aux expériences des gens qui y habitent.⁴⁸

Parallèlement, d'autres formes architecturales telles que les zones de maisons individuelles et les villas ont également façonné le paysage de l'Ouest Lausannois.

Ainsi, l'architecture moderne, avec ses principes de séparation et de distanciation, a créé un environnement urbain où les liens sociaux et communautaires se sont affaiblis. Les grands ensembles, jadis symboles de progrès, sont devenus des lieux d'isolement, reflétant les contradictions et les défis de cette période architecturale.

Aujourd'hui, il est crucial de repenser ces espaces. Les efforts de rénovation et de réaménagement doivent non seulement conserver les qualités environnementales initiales de ces structures, mais aussi renouer les liens sociaux et communautaires. La transformation de ces espaces doit s'inscrire dans un récit plus large, dépassant les limites imposées par l'architecture moderne, pour

47 "Un paysage de la modernité Les Cahiers de l'Ouest | Infolio," 102.
48 "Un paysage de la modernité Les Cahiers de l'Ouest | Infolio," 103.

permettre aux résidents de se rassembler et de s'identifier à leur environnement.⁴⁹

L'architecte complice ?

Je pose la question cruciale de son implication dans les pratiques d'exclusion, alors même que l'idéal de mixité sociale est souvent mis en avant. Les architectes, naviguant entre les attentes des clients, les lois du marché et les contraintes réglementaires, se retrouvent parfois à élaborer des projets qui, bien que séduisants en surface mais alimentent en réalité la ségrégation. Par exemples : les logements ultra-sécurisé conçues pour assurer la protection et l'exclusivité, finissent par créer des espaces isolées.

Les logements sociaux à faible revenu, souvent relégués en périphérie des centres-villes, pâtissent d'un manque d'investissement en comparaison des zones plus privilégiées. Ces disparités se reflètent dans l'architecture urbaine, qui matérialise les inégalités socio-économiques : quartiers résidentiels huppés face à des zones moins favorisées, marquées par une architecture négligée et une planification lacunaire. Cette distribution spatiale dessine des frontières physiques et symboliques entre les classes, renforçant la ségrégation et limitant les interactions entre divers groupes socio-économiques.⁵⁰

Il est cependant crucial de reconnaître que les architectes ne sont pas seuls acteurs de cette réalité. Ils évoluent dans un cadre économique et politique qui priviliege certains développements au détriment d'autres. Les incitations financières, les lois et réglementations, et les politiques influencent grandement la nature des projets. Bien que les architectes, en tant qu'individus, puissent se sentir impuissants face à ces systèmes, leur rôle n'est pas négligeable.⁵¹

50 Masson, "L'architecture moderne à l'épreuve de l'exclusion," 6.

51 Léopold Lambert, "Forts capitalo-ideologiques: l'architecture défensive des villes occidentales Le Funambule | Espazium," June 18, 2014, <https://www.espazium.ch/fr/actualites/fortresses-capitalo-ideologiques-larchitecture-defensive-des-villes-occidentales>.

L'architecture a le potentiel non seulement de perpétuer la ségrégation mais aussi de favoriser des sociétés plus inclusives. Les architectes doivent prendre conscience de leur impact et utiliser leur savoir-faire pour créer des espaces qui unissent, célèbrent la diversité et promeuvent l'équité sociale. Ce défi implique de repenser la conception des espaces pour encourager les interactions entre personnes de différentes classes sociales, de soutenir des projets abordables dans des quartiers diversifiés, et de remettre en question les normes qui alimentent la ségrégation.

En tant que concepteurs de ces espaces, les architectes peuvent se retrouver, souvent malgré eux, complices de la ségrégation, surtout à l'encontre des classes les plus vulnérables.

Conscients de leur influence sur ces dynamiques, les architectes se doivent d'adopter une démarche éthique proactive dans la création d'espaces inclusifs et diversifiés. En prenant en compte ces enjeux, ils peuvent transformer l'architecture d'un instrument de ségrégation en un vecteur de cohésion et d'intégration sociale, un défi qui requiert à la fois créativité et engagement pour redessiner les contours de nos cités.

Vers une architecture inclusive

Pour clore ce dernier chapitre, je désire partager des principes élaborés par des architectes qui se sont intéressés à la question de la lutte contre la ségrégation et à la définition d'une « bonne architecture ».

Cela m'a ensuite guidé vers l'étude des méthodes proposées par Charlotte Malterre-Barthes, notamment dans son ouvrage 'Immigration et ségrégation spatiale : L'exemple de Marseille'.

Les principes sont les suivant :

CONNAÎTRE LES ACTEURS

Afin de développer des stratégies inclusives et des tactiques urbaines, il est nécessaire d'avoir une connaissance approfondie des acteurs locaux et de leur organisation sociale, Par exemple, cartographier les contextes en présence et les habitudes des habitants avant d'améliorer un quartier offre des outils pour développer des cadres de vie adaptés, précis et ouverts.

ENVISAGER LA MOBILITÉ

La mobilité est un facteur important d'inégalités. Les minorités défavorisées sont souvent reléguées dans les quartiers urbains périphériques. Pour davantage d'inclusivité, il convient d'examiner des moyens d'enrichir cette périphérie avec des programmes quotidiens d'activités et des services.

CONSIDÉRER LES RESSOURCES

Dans le contexte néolibéral, la croissance urbaine s'accompagne d'une exploitation irresponsable des ressources. C'est pourquoi il est nécessaire de contester les pratiques néolibérales et d'intégrer une gestion responsable des ressources dans la construction.

INCLUDE UNE DIVERSITÉ DE FONCTIONS

Dans l'optique de contrer une trop grande homogénéité urbaine et de donner corps à une humanité qualitative, la diversification des fonctions offre des perspectives favorables à des modes de vie inclusifs.

ADOPTER UN URBANISME TRANSITOIRE

Le développement urbain répond plus souvent aux intérêts des investisseurs privés qu'aux besoins du contexte, ce qui conduit à des expulsions, à des démolitions et à une gentrification. Par opposition à la traditionnelle approche descendante de la tabula rasa, l'urbanisme transitoire se développe par étapes. Lorsque des investisseurs privés entrent en jeu, on doit les convaincre de cohabiter avec les acteurs locaux et prouver ainsi que ce nouveau type de développement peut engendrer des qualités spatiales de quartier établi.

PERMETTRE LA FLEXIBILITÉ

Les villes sont des organismes dynamiques en perpétuel mouvement; les stratégies spatiales doivent être flexibles et modulables afin d'établir leur pérennité et d'inclure une diversité d'acteurs et de fonctions.

CONCEVOIR UNE JUSTICE SPATIALE

Les discriminations de genre, d'origine et de statut social sont inscrites spatialement dans le tissu urbain. Projeter une justice

spatiale, c'est aménager en vue d'une accessibilité physique et financière, et d'opportunités d'emploi pour toutes et tous.

SE RECENTRER SUR LE LOGEMENT SOCIAL

Par essence, le marché de l'immobilier exclut les groupes qui ne sont pas rentables et délaisse les populations pauvres. Les politiques urbaines devraient remettre le logement social au centre de leurs stratégies afin de favoriser la qualité architecturale. En répondant en premier lieu aux besoins des plus vulnérables, les retombées peuvent être positives pour tous.

ASSOCIER DENSITÉ ET DIVERSITÉ

Les villes denses sont d'autant plus attractives qu'elles font preuve de diversité et d'inclusivité. Grâce à la proximité des lieux de travail, et à l'accès simplifié aux espaces publics et aux activités sociales qu'elle permet, la densification participe à une vie meilleure. Elle peut donc réduire la ségrégation et créer de la mixité sociale tout en limitant les émissions et en encourageant un développement responsable.

NE JAMAIS DÉMOLIR

Le tissu urbain est par nature sujet au vieillissement et au déclin. Les opérations de renouvellement urbain privilégient généralement la démolition de l'ancien pour faire place au nouveau. Néanmoins, la réhabilitation - parce qu'elle est moins destabilisante a généralement la préférence des habitants. De plus, la préservation de l'existant est la première étape, et la plus évidente, vers une démarche responsable.⁵²

⁵² Marc Angélil, Charlotte Malterre-Barthes, and Something Fantastic, Immigration et ségrégation spatiale: L'exemple de Marseille, Illustrated édition (Marseille: Parenthèses Editions, 2022), 218–19.

La première étape vers une architecture plus inclusive réside dans la création d'un équilibre entre les revendications individuelles et les espaces où la communauté peut s'exprimer librement. Un tel équilibre nécessite une réévaluation de nos espaces de vie, où les zones communales ne sont plus perçues comme de simples lieux de passage, mais comme des espaces dynamiques offrant des opportunités pour le contact social. Ces «espaces sociaux» doivent être conçus pour être à la fois complémentaires et égaux aux espaces privés, reflétant ainsi une structure où les aspects temporaires et individuels sont intrinsèquement liés aux aspects plus permanents et communautaires.⁵³

Dans le contexte du logement de masse, l'accent traditionnellement mis sur les domaines privés a souvent relégué les espaces communs en arrière-plan. Cette tendance a conduit à un paradoxe où, malgré une augmentation de la démocratie et de la liberté individuelle, c'est l'espace privé qui est renforcé au détriment de l'espace commun. Pour contrecarrer cette tendance, il est essentiel de rééquilibrer l'espace revendiqué par les sous-groupes avec les espaces partagés. L'espace social, caractérisé par sa durabilité, doit être envisagé non seulement comme un complément de l'espace privé, mais aussi comme un pilier central de la vie communautaire.⁵⁴

Les architectes ont un rôle crucial à jouer dans la promotion des intérêts collectifs. Ils doivent lutter pour maintenir et agrandir l'espace social dans les espaces publics, souvent sacrifiés pour maximiser l'espace individuel. L'architecture doit garantir des espaces pour les intérêts partagés, tout en permettant l'expression de la liberté personnelle. Cela implique une conception architecturale qui valorise autant la singularité individuelle que la vie communautaire, une tâche qui nécessite à la fois créativité et engagement social.⁵⁵

53 "OASE 90. What Is Good Architecture? | Véronique Patteeuw, Hans Teerds, Christophe Van Gerrewey | 9789462080645," 11, accessed January 15, 2024, https://www.naibook-sellers.nl/oase-90-what-is-good-architecture-wat-is-goede-architectuur.html?__store=en-glish&__from_store=default.

54 "OASE 90. What Is Good Architecture? | Véronique Patteeuw, Hans Teerds, Christophe Van Gerrewey | 9789462080645," 12.

55 "OASE 90. What Is Good Architecture? | Véronique Patteeuw, Hans Teerds, Christophe Van Gerrewey | 9789462080645," 13.

Enfin, une stratégie clé pour combattre la ségrégation et renforcer la cohésion sociale est de transformer les espaces de circulation, tels que les couloirs et les halls, en véritables lieux de vie communautaire. Ces espaces doivent être conçus pour encourager les interactions, que celles-ci soient fortuites ou intentionnelles. La clé ne réside pas seulement dans l'augmentation de l'espace physique, mais dans la création d'environnements accueillants et ouverts à l'interaction communautaire. En reconnaissant l'importance des conditions spatiales pour les structures sociales, l'architecture peut jouer un rôle vital dans la création de communautés où les liens se développent naturellement et où la solidarité prévaut.

En adoptant une approche plus réfléchie et inclusive dans la conception des espaces, l'architecture peut devenir un puissant catalyseur pour le changement social, en réduisant les inégalités et en favorisant une société plus unie et cohésive.⁵⁶

Je voudrais aborder un dernier point, un concept qui invite à une réflexion profonde sur l'architecture. Celle-ci ne se limite pas uniquement à l'application de principes établis, mais envisage également des perspectives innovantes.

Le concept de Rem Koolhaas, intitulé 'Exodus, ou les Prisonniers Volontaires de l'Architecture', souligne de manière pertinente les idées de séparation, d'exclusion et de contrôle. Il explore comment l'architecture peut transcender ces obstacles pour encourager le changement et la liberté. Koolhaas voit en l'architecture une force 'monstrueuse', du fait de sa capacité à limiter nos choix et à propager le désespoir. Toutefois, il imagine aussi une alternative, une architecture qui sert des buts positifs, qui ne se contente pas de restreindre et de diviser, mais qui devient un vecteur de changement et de libération. Cette vision ouvre des horizons nouveaux en matière d'urbanisme.

56 "OASE 90. What Is Good Architecture? | Véronique Patteeuw, Hans Teerds, Christopher Van Gerreweg | 9789462080645," 14.

Dans son projet 'Exodus' de 1972, Koolhaas transforme radicalement l'idée de prison, la concevant comme un lieu de vie choisi et désirable. Il intègre des concepts comme la division, l'isolement, la disparité, l'agressivité et la destruction dans une nouvelle forme architecturale. Ainsi la relation entre urbanisme et liberté, montrant que l'architecture peut être un puissant instrument d'ordre et de contrôle, mais aussi un moyen d'offrir des alternatives en termes de conception et de décision.

Pour Koolhaas, l'urbanisme ne se résume pas à la création d'espaces, mais à l'élaboration d'événements inédits et de nouvelles formes de vie sociale. Il suggère que l'architecture et l'urbanisme peuvent non seulement façonner nos environnements physiques, mais aussi influencer de manière significative nos interactions, nos expériences et notre manière de vivre ensemble. Ainsi, en repensant l'espace urbain, nous pouvons repenser la société elle-même, en ouvrant la voie à des communautés plus inclusives, dynamiques et libres.⁵⁷

Conclusion

Pour conclure, l'architecture va au-delà d'être un simple art de construire. Elle joue un rôle crucial en tant que force sociale qui influence grandement les dynamiques sociales et les disparités. Les exemples de Bogota et de l'ouest lausannois démontrent que l'architecture peut à la fois perpétuer et remettre en question les ségrégations sociales, soulignant ainsi l'importance du rôle des architectes dans la conception d'espaces. Les conceptions architecturales et urbaines sont profondément influencées par la peur et la recherche de sécurité, déterminant qui a le droit d'accéder à certains espaces et qui en est exclu. Cette approche renforce la séparation sociale, créant des divisions dans le tissu urbain. La destruction d'espaces architecturaux pour de nouveaux projets peut exercer une violence symbolique sur les résidents et, par extension, sur la société. L'architecture du quotidien exprime le droit à la ville, défiant la domination spatiale des forces du marché et des gouvernements.

En prenant conscience de la violence inhérente à certaines formes d'architecture, nous pouvons envisager de la redéfinir pour un avenir plus inclusif et équitable. Il est essentiel de repenser l'architecture non seulement comme un instrument de contrôle ou de ségrégation, mais aussi comme un moyen de créer des espaces inclusifs, de renforcer la cohésion sociale et de défier les structures de pouvoir établies.

Il est fréquent que les projets architecturaux soient pensés et, analysés dans les études comme des entités isolées de leur contexte, alors qu'ils ont un impact réel sur les individus. Lorsqu'abordée sous l'angle sociologique, l'architecture prend une dimension complètement différente, souvent déconnectée des réalités vécues.

L'architecture doit aller au-delà de sa fonction traditionnelle et devenir un outil de changement social, répondant aux besoins de toutes les strates de la société. Elle devrait encourager l'équité, briser les barrières physiques et sociales, et promouvoir l'interaction,

la compréhension et la solidarité entre les communautés.

Cette perspective n'est pas seulement une critique des pratiques urbaines actuelles, mais également un appel à l'action pour les architectes et urbanistes à repenser leur approche de l'espace urbain. En reconnaissant et en valorisant le potentiel de l'architecture pour influencer et être influencée par les forces politiques et sociétales, ils peuvent façonner un paysage urbain plus humain, plus engageant et politiquement plus dynamique.⁵⁸ Pour remédier à cela, une approche plus intégrée et sensible est nécessaire, où les aménageurs descendant de leur perchoir conceptuel pour engager et comprendre les communautés au niveau du sol.⁵⁹

58 Aureli, *The Possibility of an Absolute Architecture*, 39–40.
59 Beschon, "La violence de la fabrique de la ville."

Bibliographie

24 heures. “Le Sleep-In définitivement barricadé,” August 5, 2016. <https://www.24heures.ch/le-sleep-in-definitivement-barricade-203013930033>.

Angélil, Marc, Charlotte Malterre-Barthes, and Something Fantastic. Immigration et ségrégation spatiale: L'exemple de Marseille. Illustrated édition. Marseille: Parenthèses Editions, 2022.

Aureli, Pier Vittorio. *The Possibility of an Absolute Architecture*. Writing Architecture Series. Cambridge, Mass: MIT Press, 2011.

Beschon, Marie. “La violence de la fabrique de la ville.” Carnets de géographes, no. 16 (February 13, 2022). <https://doi.org/10.4000/cdg.7845>.

“Between Walls and Fences: A City Shaped by Gated Communities as an Urban Policy Challenge – Institute of Science, Technology and Policy | ETH Zurich.” Accessed January 15, 2024. <https://istp.ethz.ch/research/uri/projects/gated-communities.html>.

Blanc, Maurice, and Jutta Guhl. “Ségrégation résidentielle et mixité sociale dans les quartiers pauvres et stigmatisés en Allemagne, France et Suisse.” Pensée plurielle 50, no. 2 (2019): 153–70. <https://doi.org/10.3917/pp.050.0153>.

Böck, Ingrid. “Six Canonical Projects by Rem Koolhaas,” n.d.

Boisteau, Charlotte. “Actes du IIème Atelier de Formation du CIFAL Barcelone (8 – 10 mars 2006),” n.d.

Callahan, William A. *Sensible Politics: Visualizing International Relations*. New York, NY: Oxford University Press, 2020.

Clavel, Maïté. "Henri Lefebvre : une pensée critique de l'espace conçu et aménagé." In *Aménagement du territoire : Changement de temps, changement d'espace*, edited by Armand Frémont, Sylvain Allemand, and Édith Heurgon, 171–79. *Symposia*. Caen: Presses universitaires de Caen, 2008. <https://doi.org/10.4000/books.puc.10401>.

Collovald, Annie. "Des désordres sociaux à la violence urbaine." *Actes de la recherche en sciences sociales* 136–137, no. 1–2 (2001): 104–13. <https://doi.org/10.3917/arss.136.0104>.

Lambert, Léopold "Des désordres sociaux à la violence urbaine." *Actes de la recherche en sciences sociales* 136–137, no. 1–2 (2001): 104–13. <https://doi.org/10.3917/arss.136.0104>.

"Conférence/Débat : 'La Ville Vous Appartient. Combattre l'architecture Du Mépris' - YouTube." Accessed December 3, 2023. https://www.youtube.com/watch?v=k_BqBOXJ7kc.

Deutinger, Theo. "Buch Handbook of Tyranny von Theo Deutinger." *memorie.ch*, n.d. Accessed January 13, 2024.

Donzelot, Jacques, Catherine Mével, and Anne Wyveldens. "De La Fabrique Sociale Aux Violences Urbaines." *Esprit*, no. 290 (12) (2002): 13–34.

Fischer, Danielle. "«La frontière est un territoire habité» Biennale d'architecture 2021 – pavillon Suisse | Espazium," May 20, 2021. <https://www.espazium.ch/fr/actualites/la-frontiere-est-un-territoire-habite>.

Hillier, B., Ricky Burdett, J. Peponis, and Alan Penn. "Creating Life: Or, Does Architecture Determine Anything?" Hillier, B. and Burdett, R. and Peponis, J. and Penn, A. (1987) *Creating Life: Or, Does Architecture Determine Anything?* *Architecture & Comportement/ Architecture & Behaviour*, 3 (3). Pp. 233-250. ISSN 03798585 3

(June 1, 1987).

Jami, Guillaume, Thibault Lénart, and Léa Alapini. "AN ARCHITECTURE OF RESISTANCE." Download Open Source Barricades, January 1, 2020. https://www.academia.edu/42093250/AN_ARCHITECTURE_OF_RESISTANCE.

"La Ségrégation Sociale A-t-Elle Augmenté ? | Cairn.Info." Accessed January 1, 2024. <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2006-2-page-69.htm>.

Lambert, Léopold. "Forteresses capitalo-idéologiques: l'architecture défensive des villes occidentales Le Funambule | Espazium," June 18, 2014. <https://www.espazium.ch/fr/actualites/forteresses-capitalo-ideologiques-larchitecture-defensive-des-villes-occidentales>.

Lambert, Léopold. "L'enseignement des architectures sans architectes Le Funambule | Espazium," November 19, 2014. <https://www.espazium.ch/fr/actualites/lenseignement-des-architectures-sans-architectes>.

Lambert, Léopold. "Les forteresses prolétariennes: l'immeuble-ville comme typologie urbaine politique | Espazium," January 30, 2014. <https://www.espazium.ch/fr/actualites/les-forteresses-proletariennes-limmeuble-ville-comme-typologie-urbaine-politique>.

Lambert, Léopold. "Que trouve-t-on dans l'épaisseur d'une ligne? | Espazium," September 4, 2013. <https://www.espazium.ch/fr/actualites/que-trouve-t-dans-lepaisseur-dune-ligne>.

Lambert, Léopold. *Topie Impitoyable: The Corporeal Politics of the Cloth, the Wall, and the Street.* Accessed December 25, 2023. <http://gen.lib.rus.ec/book/index.php?md5=C020F301C1C895061603936F574F9598>.

Lambert, Leopold. *Weaponized Architecture: The Impossibility of Innocence.* English edition. DPR-Barcelona, 2013.

Lasner, Matthew Gordon. "Segregation by Design: Race, Architecture, and the Enclosure of the Atlanta Apartment." *Journal of Urban History* 46, no. 6 (November 2020): 1222–60. <https://doi.org/10.1177/0096144217704316>.

Le Matin. "Le Sleep-in est opprême par sa nouvelle barrière." July 6, 2016. <https://www.lematin.ch/story/le-sleep-in-est-opprême-par-sa-nouvelle-barrière-787839439330>.

Masson, Olivier. "L'architecture moderne à l'épreuve de l'exclusion," n.d.

Lambert, Léopold. "L'architecture moderne à l'épreuve de l'exclusion," n.d.

Noll, Heinz-Herbert. "Towards a European System of Social Indicators: Theoretical Framework and System Architecture." *Social Indicators Research* 58, no. 1 (June 1, 2002): 47–87. <https://doi.org/10.1023/A:1015775631413>.

Ordre des architectes. "L'architecture : un acte de résistance et de partage," January 14, 2015. <https://www.architectes.org/actualites/l-architecture-un-acte-de-resistance-et-de-partage>.

Pattaroni, Luca, and Yves Pedrazzini. "Délinquance, Insécurité et Ségrégation l'urbanisme de La Peur Ou l'insoutenable Développement Des Villes." Accessed January 1, 2024. https://www.academia.edu/16588520/D%C3%A9linquance_in%C3%A9curit%C3%A9_s%C3%A9curit%C3%A9_d%C3%A9veloppement_des_villes.

Pedrazzini, Yves, ed. "Fragmentation Sécuritaire et Urbanisme de La Peur: Notes Sur Les Nouvelles Guerres de Sécession." URBIA - Les Cahiers Du Développement Durable, 2012.

Prêteceille, Edmond. "La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ?La métropole parisienne entre polarisation et mixité." *Sociétés contemporaines* 62, no. 2 (2006): 69–93. <https://doi.org/10.3917/soco.062.0069>.

Pullan, Wendy. "Violent Infrastructures, Places of Conflict: Urban Order in Divided Cities." *The Sage Handbook of Urban Sociology: New Approaches to the Twenty-First Century City*, January 1, 2018. https://www.academia.edu/55447235/Violent_infrastructures_places_of_conflict_Urban_order_in_divided_cities.

Schindler, Sarah. "Architectural Exclusion: Discrimination and Segregation through Physical Design of the Built Environment." *Yale Law Journal* 124 (January 1, 2015): 1934.

Schuler, M., T. Huissoud, S. Stofer, and A. Cunha, eds. *Structures et Tendances de La Différenciation Dans Les Espaces Urbains En Suisse*. IREC, 1998.

Schweizer Radio und Fernsehen (SRF). "Interaktive Karte - So ungleich ist das Einkommen in der Schweiz verteilt," April 11, 2019. <https://www.srf.ch/news/schweiz/interaktive-karte-so-ungleich-ist-das-einkommen-in-der-schweiz-verteilt>.

Tapie, Guy. "Sociologie des usages et projet architectural," 1994.

THE FUNAMBULIST MAGAZINE. "Students: Mirroring Disparity: New Concepts for a Monolithic Community," December 20, 2016. <https://thefunambulist.net/magazine/05-design-racism/students-mirroring-disparity-new-concepts-monolithic-community-melisa-betts>.

Toscano, Beatriz V. "FORTRESS CITY: Defensive Architecture and the Epistemologies of Public Space." *The Crisis and Future of Liberal Democracy*. Ada-Charlotte Regelmann (Ed.) Rosa Luxemburg Stiftung, Brussels, January 1, 2022. https://www.academia.edu/101174839/FORTRESS_CITY_Defensive_Architecture_and_the_Epistemologies_of_Public_Space.

Tschumi, Bernard. "5.3 'Violence of Architecture.'" In 5.3 "Violence of Architecture," 229–34. Edinburgh University Press, 2001. <https://doi.org/10.1515/9781474470919-027>.

"Un paysage de la modernité Les Cahiers de l'Ouest | Infolio." Accessed January 14, 2024. <https://www.infolio.ch/livre/un-paysage-de-la-modernite-les-cahiers-de-louest/>.

"Une Conférence de Britta Hentschel : « Pourquoi Nous En Soucions-Nous ? Architecture et Responsabilité Sociale Dans Les Premières Europes Modernes» – Faire La Différence: Architectures de Genre." Accessed December 2, 2023. <https://blogs.ethz.ch/making-difference/2018/11/13/a-lecture-by-britta-hentschel-why-do-we-care-architecture-and-social-responsibility-in-early-modern-europe/>.

Véronique Patteeuw, Hans Teerds, Christophe Van Gerrewey. "OASE 90. What Is Good Architecture? |." Accessed January 15, 2024. https://www.naibooksellers.nl/oase-90-what-is-good-architecture-wat-is-goede-architectuur.html?__store=english&__from_store=default.

Yves Bonard, and Marianne Thomann. "Requalification urbaine et justice environnementale : Quelle compatibilité ? Débats autour de la métamorphose de Lausanne." *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, no. Volume 9 Numéro 2 (September 23, 2009). <https://doi.org/10.4000/vertigo.8728>.

Fig. 1. Sushi Negro for Ciudad Isla (2019).

Fig. 2. 13471 Cra. 57, Bogotá

Fig. 3. 7a61 Cl. 79, Bogotá.

Fig. 4 925 Cl. 82 , Bogotá.

Fig. 5. 140 Cl. 74, Bogotá.

Fig. 6. Av. de Morges 139, 1004 Lausanne

Fig. 7. 2012 | l'uniscope n° 574

Fig. 8. Patrick Martin ,L'accueil d'hébergement d'urgence offre une capacité de couchage de 23 lits en réservation, et de 10 lits en urgence, 24 heures. “Le Sleep-In définitivement barricadé,” August 5, 2016.

Fig. 9. Patrick Martin Une partie des travailleurs sociaux du Sleep-In de Renens, 24 heures. “Le Sleep-In définitivement barricadé,” August 5, 2016.

Fig. 10. Diaz, Veronica. “2018 División Social y Fragmentación Urbana_González_Díaz,” January 1, 2018. https://www.academia.edu/37913181/2018_Divisi%C3%B3n_Social_y_Fragmentaci%C3%B3n_Urbana_Gonz%C3%A1lez_D%C3%ADaz.

Fig. 11. Rue du Bugnon 16, 1020 Renens

Fig. 12. Chem. de Perréaz 66, 1008 Prilly

Fig. 13. ACV, PP 886/A 3452-1 Jean-Pierre Grisel, <<< Tribune de Lausanne
© LE MATIN » 1974

